

AU-DELÀ DE LA CRITIQUE DU RÔLE HÉGÉMONIQUE DE L'AGRO-INDUSTRIALISATION « VERTE » : LA NATURE DE CLASSE DES RELATIONS ALIMENTAIRES ET LES ALTERNATIVES POUR UNE TRANSFORMATION RADIALE

PAR EFE CAN GÜRCAN

L'agriculture représente l'un des champs de bataille les plus importants sous la mondialisation néolibérale, en ce sens que la question agro-alimentaire, dont les origines se trouvent dans la mondialisation de l'agriculture, correspond à un domaine où se révèlent les contradictions les plus graves du néolibéralisme au plan de la reproduction du système-monde contemporain (Moore 2008). La libéralisation des marchés agricoles et l'élimination du support gouvernemental au secteur agraire sont deux caractéristiques distinctives du néolibéralisme agro-alimentaire, qui sont réifiés dans les actes de l'Organisation mondiale de commerce (OMC) et l'Accord multilatéral sur l'agriculture (AsA) (Oya 2005). Comme Gélinas (2008, 44) le définit, le principal objectif de l'AsA consiste à éliminer le soutien et la protection de l'agriculture dans les pays périphériques, au lieu de « procurer une nourriture saine et suffisante à tous les citoyens du monde, tout en assurant un revenu décent aux agriculteurs ». Conséquemment, l'AsA privilégie le droit à l'exportation, et favorise la consolidation de l'industrie agroalimentaire, les biotechnologies, le commerce international des organismes génétiquement modifiés (OGM), l'agriculture productiviste et le commerce transfrontalier d'aliments, et cela au détriment de l'environnement, de la sécurité alimentaire et des petits paysans qui sont forcés de se déplacer massivement vers les villes dans des conditions de compétition inégale (Gélinas 2008).

Cet article se propose de discuter des enjeux spécifiques mentionnés ci-dessus avec un accent particulier sur les effets négatifs de l'industrialisation du secteur agro-alimentaire sous la restructuration néolibérale. Un autre intérêt majeur de cet article réside dans la croissance d'un marché de produits alimentaires organiques en tant qu'instrument hégémonique de l'agro-industrie visant à atténuer les mauvaises conséquences de l'industrialisation

dans le secteur. La première partie de l'article offre un compte-rendu des arguments de Harriet Friedmann sur l'émergence d'un capitalisme vert dans le secteur agro-alimentaire en conséquence de la pression exercée par les mouvements alimentaires, et élabore sur les stratégies de lutte contre l'agro-industrie, proposées par Michael Pollan dans son best-seller « *The Omnivore's Dilemma* ». En plus de révéler la nature hégémonique du marché organique, la deuxième partie de l'article présente une critique rigoureuse de la position individualiste de Pollan qui privilégie les décisions individuelles des consommateurs. En partant des arguments de Julie Guthnam et de Jane Dixon, cet article soutient que l'alimentation est plus qu'un choix individuel et que toute stratégie visant à modifier le système alimentaire actuel par le biais des décisions de marché est vouée à l'échec car ceci tend à sous-estimer les efforts collectifs en faveur de véritables changements structurels et à propager un sentiment antipolitique, antiétatique et pro-néolibérale. L'article se conclut par l'argument que le succès de la lutte contre les effets négatifs de l'industrialisation du secteur agro-alimentaire passe non par la légitimation des actes « responsables » de l'agro-capitalisme, mais par la politisation de l'agro-industrie « verte » qui pourrait seul dévoiler d'une façon cohérente la nature hégémonique du marché organique croissant. À son tour, la politisation de l'agro-industrie et de ses stratégies de « responsabilité sociale » va de pair avec la reconnaissance de la nature de classe des relations alimentaires, ce qui dévoile la mesure dans laquelle les secteurs pauvres ont accès à l'alimentation « saine ».

La montée de l'agro-industrialisation et le défi hégémonique de capitalisme écologique

La montée du néolibéralisme agraire n'a jamais été un processus harmonieux et indolore, mais ceci a été puissamment marqué par de graves contraintes d'ordre hégémonique sous la contestation croissante des effets négatifs de l'industrialisation du secteur agro-alimentaire par des mouvements sociaux. Selon Harriet Friedmann (2005), la contestation populaire s'est initiée lors des années 1960 et 1970 contre les additifs alimentaires et pesticides, accompagnée par des inquiétudes croissantes concernant les effets environnementaux de l'agro-industrialisation et pressant pour une agriculture organique dans les décennies suivantes. La réponse de l'agro-industrie s'est donc centrée sur l'accommodation des demandes populaires et la cooptation des mouvements pour une agriculture organique plutôt que

de les contrarier directement sans compromis (Friedmann 2005), d'où le discours sur le commerce équitable et la production traçable. Le processus de l'écologisation du capitalisme agro-alimentaire s'est manifesté suite à l'achat des producteurs organiques réussis par de grandes sociétés de vente au détail et de distribution comme Beatrice Foods, General Foods, Cargill, Whole Foods et Walmart, allant de pair avec la diversification des produits alimentaires organiques et/ou « favorables à la santé » (Friedmann 2005).

Rédigé dans un langage très accessible, le best-seller de Michael Pollan intitulé « The Omnivore's Dilemma » présente une élaboration élégante des enjeux théorisés par Friedmann. Pollan plaide que l'alimentation est en même temps un acte agricole, écologique et politique qui détermine « l'utilisation de ce que nous faisons du monde – et ce qu'il deviendra de lui » (Pollan 2006, 11), d'où la nécessité d'accorder une attention particulière, non seulement pour ce que nous mangeons, mais aussi pour la façon dont nous mangeons. Dans son ouvrage fascinant, Pollan nous invite ainsi à « manger en pleine conscience de tout ce qui touche à l'alimentation » (Pollan, 2006, 9), nous en appelant à combiner les trois principales chaînes d'alimentation qui soutiennent la société contemporaine, à savoir l'industrielle, l'organique et le chasseur-cueilleur. Au lieu d'adopter un ton radical qui exclut les pratiques industrielles, la position critique de Pollan opte plutôt pour une voie médiane :

Aller chez McDonald serait quelque chose qui arrive une fois par an, une sorte de Thanksgiving en sens inverse, et ce serait un repas comme le mien, aussi lent et historique que le Seder de Pessah. Sans une telle chose que la restauration rapide il n'y aurait pas besoin de nourriture lente, et les histoires que nous racontons lors de ces repas perdraient beaucoup de leur intérêt. L'alimentation serait. . . eh bien, ce qu'elle a toujours été, ni lente ni rapide, juste de la nourriture : cette plante particulière ou cet animal particulier, cultivé ici ou là, préparés de cette manière ou d'une autre. . . Ce n'est pas la façon dont je veux manger tous les jours. Je voudrais être en mesure d'ouvrir une boîte de stock et je tiens à parler de politique, ou du cinéma, à la table du dîner, parfois, au lieu de la nourriture (Pollan 2006, 411).

Dans son livre, Pollan souligne l'abondance extraordinaire des aliments grâce à la production et la distribution alimentaires industrialisées ainsi que l'absence d'une culture alimentaire stable aux États-Unis, qui, tout ensemble, exposent les consommateurs à la manipulation puissante de l'industrie agro-alimentaire et ce que l'on pourrait appeler la « science de la nutrition et de la technologie complexe » (Dixon 2009). En parallèle, l'expérience personnelle de Pollan dans trois différentes chaînes alimentaires (à savoir ses aventures dans la restauration rapide – « fast food », l'agriculture biologique et la chasse) l'aide à dévoiler (a) les implications négatives de la montée en puissance du maïs dans les systèmes alimentaires actuels et (b) l'abus du discours sur la production biologique et de l'étiquetage sous l'industrialisation massive.

Premièrement, Pollan démontre avec éloquence que le maïs est devenu une culture stratégique pour l'industrie alimentaire croissante, compte tenu du fait que « de nos jours, on compte autour de 45 000 articles dans le supermarché américain et plus d'un quart d'entre eux contiennent du maïs » (Pollan 2006, 19). Pollan affirme à juste titre que la monoculture du maïs, popularisée par les monopoles agroalimentaires comme Cargill et ADM, conduit à de graves problèmes environnementaux et sanitaires. En tant que tel, cela nuit non seulement à la biodiversité, mais aussi pollue l'environnement comme le « maïs hybride consomme plus d'engrais que toute autre culture » (Pollan 2006, 41, 63-64). En ce qui concerne les conséquences négatives du maïs sur la santé, Pollan se réfère à des recherches antérieures qui « suggèrent que bon nombre des problèmes de santé associés à la consommation de bœuf sont vraiment des problèmes avec le bœuf nourri avec du maïs » (Pollan 2006, 75). Il est à remarquer que les effets secondaires des fourrages de maïs sont traités avec l'utilisation massive d'antibiotiques, ce qui aboutit à l'augmentation de la résistance des bactéries aux antibiotiques chez les organismes vivants (Pollan 2006, 77-79). En outre, Pollan met en lumière le fait que la capacité de manger des humains ne dépasse pas environ quinze cents livres de nourriture par an. Afin de ne pas permettre la diminution de leurs profits, l'agro-industrie a donc besoin d'encourager les consommateurs à dépenser plus d'argent pour la même quantité de nourriture en s'appuyant sur des méthodes de traitement, d'où l'importance cruciale de maïs bon marché en tant que culture principale pour la transformation des aliments (Pollan 2006, 94 -95). Selon Pollan, le principal dilemme de la dépendance croissante sur le maïs bon marché est que cela génère la plupart des calories

excédentaires que la société consomme, ce qui, dans le cas de la société américaine, constitue l'une des principales sources du problème de l'obésité (Pollan 2006, 101-103).

Deuxièmement, un autre inconvénient de l'agro-industrialisation réside dans la cooptation du mouvement biologique et l'utilisation abusive des pratiques de l'étiquetage des aliments par l'industrie agroalimentaire. Pollan conteste l'idée largement acceptée que les aliments biologiques impliquent automatiquement l'agriculture non-industrielle/simple et constituent une source d'alimentation saine. Tout d'abord, l'étiquetage biologique n'exclut pas nécessairement le fait que de nombreux produits supposément biologiques sont fortement transformés et contiennent plusieurs ingrédients synthétiques grâce à l'étirement de règles fédérales en matière organique en faveur de l'agro-industrie (Pollan 2006, 136-140, 152). De plus, une fois le produit soi-disant organique est fortement transformé et transporté sur de longues distances, il perd sa valeur nutritive et sa saveur (Pollan 2006, 181-182). Troisièmement, la production industrielle organique a tendance à consommer plus de carburant que l'agriculture conventionnelle afin de transporter de grandes quantités de compost, de désherber et de faire de l'extra-irrigation et de « l'extra-cultivation » nécessaires à la culture organique (Pollan 2006, 183).

Critique des stratégies individualistes et consommatrices contre l'hégémonie de l'agro-capitalisme « écologique »

Dans l'ensemble, le principal mérite de l'ouvrage de Pollan est d'avoir introduit une critique bien présentée de l'agro-industrialisation en faisant appel aux lecteurs généraux. Cependant, le succès de cet ouvrage est miné par la position individualiste de son auteur qui insiste trop sur les choix de consommateurs individuels en tant que remède possible à la question alimentaire et qui sous-estime le rôle crucial de la réglementation de l'État ainsi que l'importance des relations inégales de valeur nutritive entre les classes sociales (Dixon 2009; Guthman 2003; Guthman & Dupuis 2006). À son tour, ceci encourage la légitimation de l'abus de la production organique et saine, la médicalisation des styles de vie et l'étiquetage abusif des produits par l'agro-industrie. Comme Julie Guthman remarque, Pollan n'aborde pas les questions de politiques et de stratégies concernant la réglementation étatique, tout en critiquant correctement l'état actuel de la régulation agro-

alimentaire aux États-Unis (Guthman 2007b, 263). Cela conduit Pollan à l'idée naïve et anti-étatiste que le régime agroalimentaire actuel peut être modifié individuellement « un repas à la fois » de façon à sous-estimer les efforts collectifs pour de véritables changements structurels et à propager un sentiment antipolitique, antiétatique et pro-néolibérale (Guthman 2007b, 263-264; Guthman 2007a, 78). Au contraire, la critique de « The Omnivore's Dilemma » par Guthman souligne l'importance des partenariats public-privé transparents et des mécanismes de gouvernance radicale qui pourraient inciter l'émergence des « sujets plus collectivistes » plutôt que de simples consommateurs atomisés et désemparés (Guthman 2007c, 473-474; Guthman & Dupuis 2006, 442). De même, la stratégie individualiste et médiane de Pollan, qui combine les trois types de chaîne alimentaire, tend à négliger le fait que le régime alimentaire actuelle est fortement marquée par les différences de classe dans l'accès à la nutrition, ou en termes plus techniques, « les iniquités de santé liées à l'alimentation » (Dixon 2009), ce qui révèle l'inefficacité des stratégies de choix consommateurs et individuels de Pollan. Dixon affirme que, en plus du problème de la sous-consommation de produits alimentaires dans les pays et les régions pauvres, les secteurs pauvres des sociétés nord-américaines souffrent d'un grave problème de surconsommation d'aliments bon marché et pauvres en nutrition, mais riches en gras et huile, ce qui est une source de calories vides provoquant une augmentation rapide de maladies liées à l'alimentation (Dixon 2009). D'autre part, le secteur organique se concentre sur la fourniture de l'alimentation de luxe et anti-oxydante, riche en « aliments fonctionnels », et destinée aux secteurs riches (Dixon 2009). Par conséquent, une fois que nous reconnaissons la nature de classe des relations alimentaires, il serait difficile de maintenir les stratégies de choix consommateurs et individuels de Pollan comme un pauvre membre de la classe ouvrière ne serait pas en mesure de choisir librement entre la restauration rapide, la consommation de produits biologiques et la chasse.

L'ouvrage intitulé « Weighing in : Obesity, food justice, and the limits of capitalism » de Julie Guthman fournit une critique plus systématiquement élaborée de la position individualiste et consommatrice de Pollan. La principale critique du travail de Pollan par Guthnam est que Pollan ne traite pas correctement les inégalités dans le système alimentaire et favorise une position apolitique fondée sur le marché au lieu de souligner la lutte pour

la justice sociale (Guthman 2011, 5, 9). Guthman plaide fortement que les problèmes actuels de nos systèmes alimentaires ont à voir avec la nature du capitalisme (Guthman 2011, 16). Ni l'achat de produits biologiques pour influencer le marché, ni l'éducation des gens à manger plus de fruits, de légumes et de produits biologiques ne sont suffisants pour remettre en cause les intérêts économiques puissants (Guthman 2011, 5, 17). Guthman poursuit en affirmant que le courant dominant du mouvement alimentaire alternatif, dont Pollan est un promoteur majeur, a une attitude coloniale avec une mission « civilisatrice » pour éduquer les gens sur la façon de « manger mieux ». Par ailleurs, ce mouvement est ironiquement un sous-produit de la Nouvelle Droite et la Nouvelle Gauche à la fois, qui rassemble des radicaux anti-étatistes, des conservateurs, des militants contre la faim, des cuisiniers haut de gamme, des paysans ruraux, etc. de façon à légitimer et à reproduire les mécanismes disciplinaires de gouvernance néolibérale dans la vie quotidienne (Guthman 2011, 54-55, 142-143, 157).

Selon Guthman, l'achat des produits alimentaires bon marché et riches en gras et huile ne peut pas être réduit simplement à des choix de vie, mais ceci tend à être étroitement lié à des indicateurs de classe, de race et de sexe, en particulier émanant de l'incapacité de certaines catégories de gens d'acheter de la nourriture de qualité ainsi que de conditions de travail qui ne leur permettent pas le luxe de passer du temps pour profiter des plaisirs du « slow food » (Guthman 2011, 174, 177). En somme, la position de Guthman nous aide à voir clairement que les problèmes de nos systèmes alimentaires ne doivent pas être abordés dans le cadre de « ce que l'on doit manger » comme leur résolution dépend de profonds changements structurels qui vont au-delà des choix individuels et même des politiques agraires de manière à embrasser une multitude de domaines, y compris, mais sans s'y limiter aux politiques de « commerce, travail, immigration, santé, développement économique, taxation et politique financière » (Guthman 2011, 196).

Conclusion

Comme Michael Pollan, Harriet Friedmann, Jane Dixon et Julie Guthman seront tous d'accord, le processus dit « agro-industrialisation » sous la mondialisation néolibérale de l'agriculture a abouti à la croissance en capacité des grandes sociétés de vente au détail et de distribution de manipuler les gens par le biais du discours sur les produits supposément organiques et

sains, la médicalisation des styles de vie et l'étiquetage abusif des produits. Pollan démontre à juste titre que l'étiquetage dit « biologique » ou « saine » ne signifie pas que le produit en question soit produit biologiquement par des méthodes saines et non-industrielles. Pollan met donc l'accent sur le fait qu'une grande partie des produits supposément biologiques est lourdement transformée et dépourvue de sa valeur nutritive. Cependant, la faiblesse majeure des arguments de Pollan réside dans sa croyance en la puissance du marché libre et son insistance que la manipulation des sociétés peut être surmontée par les actes des individus atomisés et éclairés de façon à discréditer l'intervention étatique et la mobilisation sociale. Ainsi, au prix de contrarier sa propre position contre l'agro-industrialisation, Pollan contribue à la légitimation des pratiques dites « responsables » de l'agro-industrie qui maintient que les consommateurs retiennent l'avantage de choisir entre les produits sains et malsains grâce à l'abondance extraordinaire des aliments. En s'appuyant sur les arguments avancés par Jane Dixon et Julie Guthman, cet article insiste que toute critique cohérente du régime alimentaire nécessite une pleine appréciation de la nature de classe des relations alimentaires. Les secteurs pauvres demeurent obligés de suivre des régimes « fast-food » par manque d'argent et de temps, alors que les secteurs riches sont capables de bénéficier de la cuisine « lente » et des aliments de luxe. Dans cette direction, il va sans dire que toute alternative contre le modèle agro-industrialiste néolibéral dépend de la formulation et de l'implémentation d'une stratégie transformative et radicale qui s'agit plus d'éduquer les individus. En termes de mouvements de base, il est impératif de lutter avec le discours pro-néolibéral qui réduit les gens aux « consommateurs » plutôt que des agents collectifs et contestataires optant pour des styles de vie solidaires et coopératifs qui vont au-delà des plaisirs de manger. En ce qui concerne les politiques publiques, toute alternative viable contre le modèle agro-industrialiste néolibéral repose sur la capacité des mouvements alimentaires de confronter et/ou exercer une pression sur non seulement l'agro-industrie mais aussi l'État. Cette confrontation ou pression ne doit pas demeurer restreinte aux changements de politiques agricoles et à la dé-légitimation des manipulations capitalistes sous l'étiquette de responsabilité sociale et environnementale, et doit lier ce genre de demandes aux domaines de commerce, travail, immigration, santé, développement économique, coopération internationale, taxation et politique financière.

Références

Dixon J. 2009. « From the imperial to the empty calorie : how nutrition relations underpin food regime transitions ». *Agriculture and Human Values* 26 : 321-333.

Friedmann, H. 2005. « From Colonialism to Green Capitalism: Social Movements and Emergence of Food Regimes ». *Research in Rural Sociology & Development* 11 : 227-264.

Gélinas J. 2008. *Dictionnaire critique de la globalisation*. Montréal : Ecosociété.

Guthman J. 2003. « Fast food/organic food: reflexive tastes and the making of “yuppie chow” ». *Social and Cultural Geography* 4 : 45-58.

Guthman J. 2007a. « Can't Stomach It : How Michael Pollan et al. Made Me Want to Eat Cheetos ». *Gastronomica* 7 : 75-79.

Guthman J. 2007b. « Commentary on teaching food : Why I am fed up with Michael Pollan et al. ». *Agriculture and Human Values* 24 : 261-264.

Guthman J. 2007c. « The Polanyian way? voluntary food labels as neoliberal governance ». *Antipode* 39 : 456-478.

Guthman J. 2011. *Weighing in : obesity, food justice, and the limits of capitalism*. Berkeley : California University Press.

Guthman J. et M. DuPuis. 2006. « Embodying neoliberalism : economy, culture, and the politics of fat ». *Environment and Planning D : Society and Space* 24 : 427-448.

Moore, J. W. 2008. « Ecological crises and the agrarian question in world-historical perspective ». *Monthly Review* 60 (6).

Oya, C. 2005. « Sticks and Carrots for Farmers in Developing Countries : Agrarian Neoliberalism in Theory and Practice ». Dans A. Saad-Filho et D. Johnston. *Neoliberalism : A Critical Reader*. Pluto Press, UK. : 127-135.

Pollan M. 2006. *The Omnivore's Dilemma : A natural history of four meals*. New York : Penguin.